



François Hollande n'a pas le sens de l'Etat

Il y a deux catégories d'hommes (de femmes) politiques : ceux qui ont une vision de la France et de son destin, éclairée par la connaissance de son Histoire ; et ceux dont l'horizon se borne à celui de leur mandat et à l'entretien de leurs prébendes.

Les premiers ont le sens de l'Etat, les seconds, celui de leur « état » : ils y sacrifient tout : honneur, fidélité, vérité.

François Hollande est, hélas, de ceux-ci.

Sa personnalité n'a longtemps été connue que des familiers du PS, quand il en assumait la direction : donnant aux uns sans retrancher aux autres, jouant des courants internes au lieu de s'efforcer de comprendre le monde, soumettant son action aux circonstances, François Hollande n'a été dans ses responsabilités ni Léon Blum ni François Mitterrand. L'un comme l'autre, au moins, s'étaient formés par les livres, les voyages et la compagnie de vrais combattants.

Parvenu à la plus haute fonction de la République sur un accident hôtelier (l'Affaire DSK) et un malentendu historique (« la crise n'est pas si grave que ce que prétend Nicolas Sarkozy »), François Hollande s'est révélé, très vite, tel qu'en lui-même ; embourbé dans des affaires intimes, s'abaissant à dialoguer avec Léonarda, une adolescente roumaine en in-délicatesse avec nos lois, nommant systématiquement tous les membres de sa caste énarquique – promotion Voltaire ! – aux plus belles responsabilités, entretenant un « cabinet noir », aidé de juges et de journalistes complaisants, pour harceler et discréditer son adversaire naturel, Nicolas Sarkozy, nommant au gouvernement des personnalités falotes (à l'exception de MM Cazeneuve, Le Drian et Fabius) ou des « obligés » (comme M. Macron), François Hollande laissera, dans un an, le souvenir d'un Président constant dans l'inconsistance. Venu à Carmaux en 2014, il s'était fait apostropher par une militante du PS : « Jaurès, lui, ne parlait pas comme vous ! ». S'il n'y avait que le style, Madame !

Nicolas Sarkozy ne fut certes pas sans reproches. Il a ouvert son premier gouvernement à des personnalités étrangères à sa majorité et à ses propres idées. L'ouverture fut un échec, même si, au début, elle fut largement saluée. Son style a pu déplaire, car il n'était pas toujours empreint de la gravité et de la sobriété de la fonction. Mais qui ne commet pas d'erreurs ?

Nicolas Sarkozy, lui, était courageux. Ce n'est pas la qualité préférée de ceux qui en sont dépourvus. Il était travailleur quand le dilettantisme de la classe politico-médiatique est si répandu. Il ne trompait pas les Français sur la situation de notre pays, et ne s'est pas égaré dans les commentaires quand il dut trouver les solutions – en violant la Commission et les Traités européens – à la crise financière de 2008, la plus grave dans le monde depuis 1929. Il s'est attelé à la ré-industrialisation du pays, par la création d'un Fonds souverain, le FSI, et la suppression de la taxe professionnelle, à l'amélioration du pouvoir d'achat des salariés (par l'exonération fiscale des heures supplémentaires), à la réforme des universités, enkystées dans le conservatisme, à celle des retraites, aux crises diplomatiques du moment.

La politique économique et sociale de François Hollande traduit, à l'inverse, sa légèreté : le quinquennat a débuté sur un racket fiscal, s'est poursuivi par le CICE, une usine à gaz coûtant 40 milliards d'euros sans effet sur le chômage (un million de chômeurs supplémentaires) et s'achève sur des cadeaux fiscaux : Noël au printemps, le changement, c'est maintenant !

1,6 milliards pour un plan de formation (dans la quatrième année de son mandat !) 825 millions pour les agriculteurs, 600 millions pour revaloriser les traitements des fonctionnaires, 500 millions pour les jeunes représentés par un Président de l'UNEF – le syndicat universitaire gauchiste – qui est en licence de biologie à 27 ans (!), 265 millions pour les instituteurs, 400 millions encore pour des entrepreneurs, et peut-être en 2017, une baisse de l'impôt sur les ménages... En tout, mais pour l'instant, 4 milliards de dépenses nouvelles sans financement !

Les ressources des collectivités locales et des hôpitaux elles, s'effondrent dans le silence indigne des élus socialistes. La CGT accuse la police de faire couler le sang, et partout l'extrême-gauche et les Verts révèlent leur violence et leur mépris des lois de la République, comme à Sivens, Notre-Dame-des-Landes et place de la République.

La liberté n'est pas avec ces gens-là : elle est en face, avec les forces de l'ordre. L'islamisme, telle une gangrène, s'étend des banlieues aux petites villes, dans la complicité des islamo-gauchistes et des élus socialistes, comme à Graulhet, où l'on accueille, il y a quelques années, Tarik Ramadan, l'« universitaire » qui n'a jamais condamné la lapidation des femmes adultères.

Les droits de l'Etat et de la Nation sont à rétablir. Mais pas avec ceux qui ne sont pétris ni du sens de l'Etat ni du sens national. Il faudra du courage, de l'audace et de la volonté pour ne se soumettre ni à la rue, ni au Syndicat de la Magistrature et à ses alliés dans les médias.

Le temps du choix de l'homme qui incarnera le printemps Français est venu.

Bernard Carayon

Maire de Lavaur et conseiller régional

Président de la Fédération du Tarn des Républicains